

Comment apprécier le choc de la guerre sur la société lotoise ?

Joyeux, (Isabelle), L'adaptation d'une société rurale à la guerre :

l'exemple du Lot entre 1914 et 1918, Mémoire de maîtrise, Université de Toulouse-Le-Mirail, octobre 1994, 210 pages. (Sous la direction de Pierre Laborie).

Article de Etienne BAUX

- 1. En 1914 le département est déjà lourdement sinistré**

- 2. La surprise de la guerre mais aussi des lotois patriotes**

- 3. La guerre problème de main d'œuvre et perturbations de l'économie**

- 4. Même dans le lot : une guerre « totale »**

- 5. L'impact démographique de la guerre**

- 6. Les manières de percevoir la guerre dans le Lot**

- 7. Le Lot et ses particularités ?**

- 8. Chez nous, la guerre à Figeac...**

Conclusion

1

Dans sa première partie Isabelle Joyeux a le mérite de montrer qu'en 1914 le département est déjà lourdement sinistré ; la tragédie du phylloxéra, la chute des cours des céréales, l'ont ramené vers une économie rurale à forte tendance autarcique, tandis que l'exode de ses enfants, largement accéléré depuis les années 80 du siècle précédent, accentuait le vieillissement.

Moins d'enfants : la baisse de la fécondité et de la natalité s'incruste dans le paysage démographique tandis que les naissances sont toujours inférieures aux décès depuis 1879.

L'absence de foyers industriels modernes ne pouvait être compensée par un maillage de petites industries, modestes fabriques de toute nature, souvent familiales, dans la zone la plus septentrionale du département surtout. Aussi le manque d'esprit d'initiative, de stimulation a laissé le Lot à l'écart du développement que connurent des départements voisins. Il ne faut pas trop invoquer l'isolement pour expliquer ce retard ou l'archaïsme des structures productives : le réseau ferroviaire achevé en 1896, les routes, bien améliorées, auraient sans doute permis le progrès si l'environnement humain s'y était prêté...

Bien plus, les dirigeants politiques d'abord attachés à accroître leur clientèle étaient perçus comme dispensateurs de services ou de faveurs ; le vote radical n'empêchait pas une permanence de la pratique religieuse. Le Lotois votait pour ceux qui l'aidaient à mieux vivre.

Expliquez la phrase « en 1914 le département est déjà lourdement sinistré »

2

La seconde partie développe donc l'impact de la guerre sur ce département affaibli qui ne comptait guère plus de 180 000 habitants en 1914, un tiers de moins qu'en 1860 !

Le choc de la mobilisation révèle une surprise totale. Les événements et le fatal engrenage du mois de juillet, peu perçus et peu suivis, sinon en ville et encore... n'altèrent pas la conviction que la guerre n'aura pas lieu. La moisson s'annonçait assez bonne, les bras s'activaient. Aussi la déclaration de guerre ne déclencha aucun mouvement d'enthousiasme, mais un sentiment de stupéfaction et surtout d'incompréhension, lorsqu'elle fut connue, le 1er août à 16 h 30, au son du tocsin et du tambour.

Les rapports du préfet, "un bel entrain", quelques témoignages reconstruits après coup, ne résistent pas à la réalité : beaucoup de fatalisme, la conviction d'une guerre courte, mais aussi le sens du devoir - l'autorité militaire ne déplora aucune désertion lors de la mobilisation – et, comment l'éviter ? l'inquiétude face aux dangers encourus par les êtres chers.

Inquiétude aussi liée à l'absence des chefs de famille. Comment assumer les travaux dans ces exploitations de petite taille, pas du tout ou faiblement mécanisées, en faire-valoir direct, qui regroupaient l'essentiel des activités agricoles ? Ainsi apparaît ce qui, pendant quatre longues années, devint la hantise des familles et des autorités : comment surmonter la pénurie de main d'œuvre pour poursuivre, à l'identique, avec une volonté farouche, les tâches quotidiennes ?

Rendez compte de la surprise de la guerre mais aussi du patriotisme lotois

L'effort des femmes lotoises fut de ce point de vue tout à fait considérable. Certes elles participaient, de toujours, aux gros travaux, en plus des soins de la maison et de la basse-cour. Le changement n'apparaît donc pas dans le Lot aussi vif qu'on a pu se l'imaginer par la suite.

Conseillées par parents, amis, voisins, par le courrier reçus du mari, elles assumèrent le surcroît de travail sans pour autant conquérir le pouvoir décisionnel ou une réelle émancipation. Si leur travail gagne les éloges de quelques uns, tel le sénateur Rey devant le Conseil Général en 1916, d'autres redoutèrent déjà en 1917 que la guerre ait donné aux femmes des velléités d'indépendance. Lorsqu'en décembre 1918 le préfet demanda aux communes d'établir la liste des plus méritantes, seules 89 sur 329 envoyèrent des dossiers, malgré les rappels.

Aux côtés des vieillards qui reprirent l'outil, les enfants apportèrent leur contribution à l'effort familial. La fréquentation scolaire devint fort irrégulière, les rentrées repoussées pour aider aux vendanges, les sorties avancées pour travailler à la moisson.

Les permissions agricoles, plus nombreuses après 1917, mais mal calculées eurent peu d'effets, tout comme le recours à la main d'œuvre espagnole, moins exigeante en terme de salaire ; les réfugiés par contre ne refusèrent pas de servir leur région d'accueil, au risque très réel – et sanctionné – d'être victimes d'une exploitation malhonnête. Enfin l'emploi de prisonniers allemands, 450 sur 32 communes en 1916, se développa après 1917 à la grande satisfaction des intéressés et de leurs employeurs : mieux encore, une complicité réelle loin de toute considération politique ou guerrière put s'établir sans qu'aucune plainte ou réclamation ne soit enregistrée. Quelle différence avec 1944 !

Rendez compte du problème de main d'œuvre et en quoi la guerre perturbe l'économie

Une autre contrainte s'appesantit sur l'agriculture lotoise. Pour nourrir le pays et les soldats, suppléer à la perte des terres agricoles du Nord et de l'Est, les autres départements, sous le contrôle strict des préfets, durent satisfaire à des réquisitions et développer les cultures céréalières.

A partir de 1917, avec le blocus et la guerre sous-marine, ces exigences s'amplifièrent. Si celles-ci au cours des deux premières années, tant bien que mal furent satisfaites dans le Lot, au delà on constate, en raison de la pénurie de main d'œuvre, une progression des terres incultes et une fois les livraisons effectuées, un déficit de plusieurs milliers de quintaux de grains et de farine. De plus les prix réglementés décourageaient les efforts.

La même régression s'observe pour le cheptel, objet des réquisitions, que ce soient les chevaux de la race du Causse de Gramat très demandés, les bovins de plus en plus difficiles à nourrir, et même les ovins, faute de bergers. A ces contraintes les Lotois répondirent par une évidente mauvaise volonté, déclarations truquées, parts de récoltes "mises à l'ombre", colère contre la taxation, développement des productions avicoles, aux prix plus libres, mouillage du lait. Certains s'enrichirent, au scandale des citoyens, soumis au rationnement, qui dénonçaient les accapareurs. Ceux-ci achetaient aux producteurs et approvisionnaient très irrégulièrement les marchés de Cahors de Figeac, créant d'artificielles pénuries dont ils tiraient profit. De plus les paysans conservaient chez eux sous et pièces d'argent et refusaient de céder une marchandise contre un billet "surtout si la transaction impliquait de rendre la monnaie en espèces métalliques".

Cela mit le petit commerce lotois au bord de l'asphyxie et accrut le dépit des citoyens.

A l'inverse se développa une fâcheuse tendance au maraudage dans champs, vergers et jardins, surtout autour des villes : les gens, victimes de la hausse du coût de la vie allaient se servir directement, en dépit des mises en garde et des avertissements dont la répétition prouve bien l'inefficacité.

Au fil des mois et des années le ravitaillement devint le souci majeur des Lotois. Charbon, pétrole se raréfièrent. L'été de 1918 vit même une pénurie de farine ; les communes les plus éloignées des gares durent aller chercher chez elles-mêmes les sacs de blé stockés, avec les charrettes requises par les municipalités.

A cette adaptation, difficile, de l'agriculture lotoise aux exigences de l'économie de guerre, des activités nouvelles auraient pu répondre en apportant un supplément de ressources, comme on le constate dans des départements voisins. Au contraire le Lot n'a pas su "profiter de la guerre"; deux ans après le début des hostilités, "pas un seul établissement militaire, pas une seule industrie de la Défense nationale n'y ont été implantés". La presse locale le déplorait à l'automne 1916 jusqu'à l'unique création, en janvier 1917, d'une unité de production d'obus et de munitions, à Cahors près de la gare où la Cie ferroviaire d'Orléans avait cédé ses bâtiments rapidement aménagés à la Société des usines métallurgiques de Fumel. Quelques mois plus tard, 311 personnes dont 150 femmes y travaillaient. Activité sans lendemain, bien en deçà des espoirs entretenus, et dont aucune production civile ne prit le relais après l'armistice.

En quoi cette guerre peut se définir comme une guerre « totale » ?

L'impact démographique de la guerre constitue un thème majeur, à côté de l'impact économique, de l'étude d'Isabelle Joyeux. Ici aussi, le constat assombrit la situation du départ : effondrement de la nuptialité (1350 mariages par an avant 1914, 179 en 1915 et 469 en moyenne aux cours des années de guerre), régression de la natalité (6,7‰ en 1917 contre 10,5 ‰ pour l'ensemble de la France) et accroissement des naissances illégitimes (1,2 % avant guerre, 5 % en 1917), mais la mort de 6 500 soldats soit 10 % de mobilisés, jeunes, a creusé au flanc de la pyramide des âges une brèche tragique. Ces disparitions nourrissent à leur tour l'émigration : veuves découragées, enfants désemparés attirés par

les salaires urbains ; 5 000 personnes dont la moyenne d'âge se situe autour de la trentaine quittèrent le Lot en quatre ans ce qui explique l'absence de récupération démographique observée ailleurs.

Un seul élément échappe à la dégradation précédemment constatée.

Contrairement à la plupart des départements français, le Lot n'a pas connu de poussées épidémiques. Pourquoi ? On peut invoquer la permanence dans les habitudes alimentaires, malgré les difficultés, mais surtout l'extension des vaccinations contre la typhoïde, la variole, la création de dispensaires pour répandre la prophylaxie, une meilleure hygiène, et le renforcement de la lutte anti-tuberculeuse. Le pourcentage des décès dûs à la trop fameuse grippe espagnole en 1918 est moitié moins élevé qu'en France : les locaux communs furent désinfectés avec soin et une mobilisation des médecins, des enseignants pour diffuser les consignes de protection a certainement porté ses fruits.

La troisième partie de cette étude aborde l'analyse de l'opinion publique : domaine essentiel dont les variations sont suivies de près par les autorités. Opinion façonnée également par des informations très filtrées, mais dont le contrôle ne peut être absolu.

Les difficultés quotidiennes s'aggravèrent, on l'a vu, au fil des mois puis des années; l'installation dans la certitude d'une guerre longue nourrit le découragement, très fort en 1917, et la résignation. L'attente des nouvelles, l'angoisse au moindre retard, ou pire, la terrible annonce d'un décès rythmaient la vie des familles. Aussi n'y eut-il aucune explosion de joie à l'annonce de l'armistice, mais bien le sentiment que le pire était fini.

Rendez compte de l'impact démographique de la guerre

La perception la plus directe de la guerre dans la population se fit à travers l'accueil des blessés. Neuf antennes médicales (4 à Cahors, 1 à Figeac, Gramat, Souillac, Montfaucon, Alviagnac) recevaient les soldats légèrement blessés qui y passaient leur convalescence. Trois de ces hôpitaux étaient bénévoles. Ainsi, alors que les plus grandes libertés étaient prises quant à l'obéissance aux réglementations et aux restrictions, les Lotois n'ont pas hésité à donner de leur temps et de leur argent pour alléger la souffrance des soldats.

Par ailleurs, "l'Association d'assistance aux victimes de guerre" regroupait, en 1917, 18257 adhérents et possédait un avoir de 225000 francs, forte somme pour un département pauvre. Les visites aux soldats soignés, si elles leur apportaient un réconfort moral indiscutable permettaient aussi aux visiteurs d'élargir leur horizon familial. Galas, concerts, kermesses, fortement marqués de patriotisme, alimentaient les caisses, réunissant laïques et croyants dans un même élan de générosité.

Les réfugiés trouvèrent également dans le Lot un accueil généralement empreint d'hospitalité. Les Belges, dès le début du conflit, reçurent des témoignages d'amitié qui ne se démentirent pas jusqu'à leur retour chez eux ; par contre les Alsaciens-Lorrains "passaient" mal et les autorités s'en inquiétèrent sans pouvoir y remédier. La méfiance perdura, intacte, irrationnelle, ou seulement fondée sur la langue, trop proche de celle de l'ennemi ?

Enfin le souvenir des victimes de guerre fut très tôt honoré : en juillet 1916, le premier, le conseil municipal d'Autoire demanda une subvention au Conseil Général pour l'érection d'un monument à la mémoire "des enfants de la commune morts pour la France". D'autres suivirent et chaque commune, avec l'arrêt des combats, voulut avoir le sien.

L'étude de la presse lotoise se révèle assez décevante ; "éloignés des centres de décision politiques et militaires, les journaux locaux proposent une information sous forme de dépêches officielles et quotidiennes".

Les commentateurs se contentent d'une paraphrase, glorificatrice de l'armée, accablante pour l'ennemi, barbare, monstrueux et sanguinaire.

Les difficultés matérielles de la population et leur exposé offrent plus d'originalité dans les colonnes du "Réveil du Lot", radical comme du "Journal du Lot", républicain de gauche, ou dans celles du "Quercynois", catholique. Le premier fait preuve du plus de sévérité envers les défaitistes de tout bord et de leurs organes (Clemenceau !). Le dernier tint longtemps un discours expiatoire quant aux raisons de la guerre (on retrouvera cela en 1940).

Ces journaux entretenirent parfois les rumeurs : ainsi une vieille femme d'origine allemande distribuerait des bonbons empoisonnés aux enfants de Capdenac (août 1914). La hantise de l'espion y apparaît aussi.

Les autorités imposaient alors des démentis aussitôt publiés dans les mêmes colonnes...

Pourrait-on, dans le cadre de cette étude, apprécier la réaction de l'opinion publique lotoise vis à vis des événements politiques nationaux ? Isabelle Joyeux l'a tenté et aboutit à quelques conclusions : un soutien indéfectible à l'Union sacrée, un sentiment de fierté à l'égard des Lotois titulaires d'un ministère, L.-J. Malvy à l'Intérieur, A. de Monzie à la Marine marchande. Les multiples changements ministériels ne soulevèrent aucun intérêt; ce sont les répercussion économiques des décisions gouvernementales qui retenaient l'attention. S'il y a alors critique, c'est contre le pouvoir administratif départemental, jamais contre le gouvernement, ni a fortiori l'Etat-Major. Le préfet faisait figure de bouc-émissaire, il fallait bien un responsable !

L'année 1917, celle du doute, des mutineries, des grèves, fut ici vécue comme ailleurs, difficilement : les rumeurs, plus ou moins vérifiées, parvenaient grâce aux nouveaux arrivants dans le département. Il en résulta un sentiment de peur et d'inquiétude. Le "Journal du Lot" mit les troubles à l'actif "de la racaille cosmopolite qui vit aux crochets des agences ennemies" (8 juin 1917).

Comment perçoit-on la guerre dans le Lot ?

Le meilleur révélateur de cet état d'esprit transparaît dans la réaction des Lotois vis à vis de l'affaire Malvy. Celui-ci, conseiller général, député radical-socialiste de l'arrondissement de Gourdon, plusieurs fois ministre depuis 1911, ministre de l'Intérieur du 13 juin 1914 au 31 août 1917 a longtemps bénéficié du prestige que sa réussite et ses interventions en faveur de son département lui avaient assuré. Très fortement attaqué par Clemenceau comme par une partie de la Droite il fut soupçonné de laxisme, voire de responsabilité dans les terribles échecs militaires d'avril 1917. Lavé de ce soupçon, il n'en fut pas moins poursuivi à cause de son attitude à l'égard des pacifistes, des antimilitaristes, des grévistes, et banni pour cinq ans le 4 août 1918.

La presse locale, très embarrassée, balança entre silence et abandon.

Si l'accusation de trahison est dénoncée comme "odieuse et insensée" par "le Journal du Lot", dès l'arrivée de Clemenceau au pouvoir, en novembre 1917, la désaffection est totale; l'arrêt de la Haute-Cour est publié, sans aucun commentaire. Une curiosité plutôt hostile s'installe à l'égard de l'ancien ministre dont l'image fut brisée. Dans le cœur des Lotois A. de Monzie remplaça Malvy et en avril 1918 lui succéda provisoirement à la présidence du Conseil général.

Ainsi l'opinion publique n'a à aucun moment manifesté son soutien à L.-J. Malvy, perdant tout esprit critique face aux affirmations de ses ennemis. Le préfet s'en félicita. Il fallut attendre 1923 et le retour d'exil pour que la victime retrouve son prestige, avec l'habit de martyr !

Dernier élément retenu, celui du comportement religieux des populations.

En temps d'épreuves, c'est bien connu et partout constaté, la ferveur s'accroît, la prière prend valeur de refuge et de consolation. Peu de réel changement dans le Lot, cependant, où la pratique, déjà régulière avant la guerre n'a fait que progresser. Une union sacrée politico-religieuse s'exprima sans faiblesse dans le département, célébrant la justesse du combat. Ainsi le "Journal du Lot" se félicita de l'attitude du clergé

local qui se démarquait des déclarations vaticanes, au moment où Rome a œuvré en faveur d'une paix blanche. Au printemps de 1917 l'évêque dénonça les actes des "ennemis intérieurs" et en août 1918, les attaques renouvelées contres "les briseurs de moral" trahissent bien la réprobation à l'encontre de L.-J. Malvy. Ainsi dans une ambiance de trêve religieuse – la loi sur les Congrégations avait été suspendue dès le début du conflit – de sacrifices partagés – 72 prêtres ont succombé sous les drapeaux – les catholiques et le clergé lotois "se sont imposés comme les défenseurs d'un patriotisme intact".

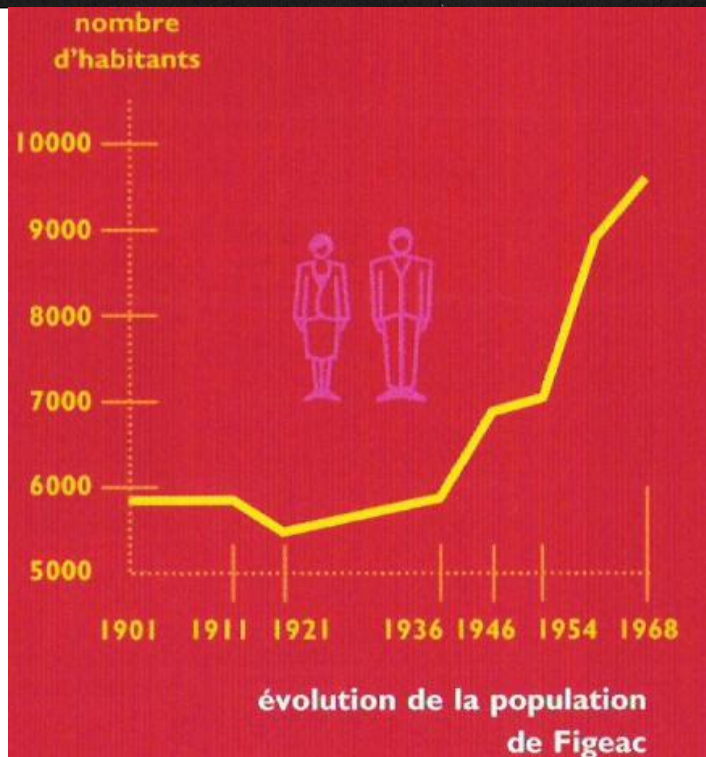
L'affaire Malvy et le comportement religieux des populations. Sont des symboles à la fois politiques et sociaux de cette guerre : lesquels ? expliquez



1914-1918 : Première Guerre mondiale
Architecte : Paul Borjes.

L'autel de la patrie.

Monument édifié en mémoire des morts
de la Grande Guerre au cimetière de Figeac en 1923.



Quel est l'impact de cette guerre sur le Figeacois ?

conclusion

Voici donc comment un département relativement isolé, éloigné des théâtres d'opérations, a vécu quatre années d'épreuves. La guerre y a, comme ailleurs, mais avec des nuances spécifiques, nourri des tensions, suscité l'angoisse, mais aussi des élans de solidarité, des occasions d'ouverture.

Les difficultés du moment très réelles et assumées avec mauvaise humeur paraissent épisodiques par rapport à l'essentiel : une accélération du déclin démographique, de l'engourdissement économique, du découragement. Une guerre ne s'arrête pas au clairon de l'armistice.

Celle-ci allait peser longtemps sur notre département comme l'ont prouvé d'autres travaux sur l'Entre deux Guerres.

Isabelle Joyeux a su ouvrir un chantier. Certains de ses résultats seront peut-être infléchis ou complétés par d'autres chercheurs, notamment au niveau de ce que J.-J. Becker a appelé "la culture de guerre", perceptible dès l'école primaire et dans toutes les couches sociales, et aussi au niveau des inégalités de revenus générés par les profits plus ou moins licites.

C'est la loi de la recherche, toujours stimulante, jamais définitive.

Etienne BAUX